

Sujet inédit – Signalements et alertes



Sujet

1. Quels sont les différents motifs et les différentes procédures de signalements et d'alertes ?
2. Quelles actions de prévention l'école peut-elle mettre en œuvre ?
3. Un élève demande à parler à l'enseignant, à la fin de la journée. Lors de l'entretien, il lui apprend qu'il est victime de violences sexuelles de la part de son oncle. Il lui demande de l'aide mais aussi de garder le secret le plus absolu. Que doit répondre l'enseignant à cet élève ? Que doit-il faire ?

Document 1 Absentéisme scolaire. Les procédures et les textes officiels destinés à prévenir, repérer, alerter et traiter l'absentéisme scolaire (15 octobre 2013)

Au niveau de l'établissement scolaire : prévenir, repérer, alerter et traiter

L'établissement d'enseignement scolaire est le premier lieu de repérage et de traitement des absences. C'est à ce niveau que la majorité des cas doit pouvoir trouver une solution.

Prévenir

Analyse de l'absentéisme

Dans **chaque école et chaque établissement**, les taux d'absences sont suivis **classe par classe et niveau par niveau**.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 28 septembre 2010, le conseil d'école pour les écoles primaires et le conseil d'administration pour les collèges et les lycées présentent une fois par an un rapport d'information sur l'absentéisme scolaire dans l'école ou l'établissement.

Loi du 28 septembre 2010, article 6

L'absentéisme constitue un thème central du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté au sein duquel les parents et les institutions partenaires sont représentés.

Information des parents

Le renforcement des liens entre l'école, le collège, le lycée et les parents d'élèves constitue un élément indispensable de la lutte contre l'absentéisme scolaire.

Lors de la première inscription d'un élève, le projet d'école ou d'établissement et le règlement intérieur sont systématiquement présentés aux personnes responsables de l'enfant, au cours d'une réunion ou d'un entretien.

En signant le règlement intérieur, elles prennent connaissance des modalités de contrôle de l'assiduité, notamment des conditions dans lesquelles les absences leur sont signalées. Elles sont informées des obligations qui leur incombent en ce qui concerne le respect de l'assiduité de leur enfant. Au cours de cet entretien, leur attention est attirée sur l'importance de la fréquentation de chaque heure de cours qui assure seule la régularité des apprentissages. Il leur est également rappelé que leur responsabilité peut être, le cas échéant, engagée et aboutir à des sanctions pénales. Il leur est indiqué

qu'en cas de difficultés, un accompagnement et des dispositifs de soutien à la parentalité leur sont proposés.

Article L. 401-3 du Code de l'Éducation

Article D. 111-1 du Code de l'Éducation

Repérer

Contrôle des absences

Dans chaque école et chaque établissement, les absences des élèves sont mentionnées dans un registre d'appel. Tout personnel responsable d'une activité pendant le temps scolaire signale les élèves absents. Le dispositif d'enregistrement électronique est à privilégier dans le respect de la loi n° 78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Article R. 131-5 du Code de l'Éducation

Signalement par la famille

La famille doit faire connaître **au plus vite** le motif de l'absence. Si l'absence était prévisible, l'école ou l'établissement est prévenu avant l'absence, avec indication du motif.

Article L. 131-8 du Code de l'Éducation

Article R. 131-5 du Code de l'Éducation

Dossier individuel d'absence

Un dossier individuel d'absence est ouvert pour chaque élève non assidu. Ce dossier comprend le relevé des absences, leur durée, leur motif, ainsi que le cas échéant, l'ensemble des mesures prises pour rétablir l'assiduité et les résultats obtenus.

Article R. 131-6 du Code de l'Éducation

Alerter et traiter

Contact immédiat avec la famille

Si la famille n'a pas signalé l'absence, **l'école ou l'établissement prévient la famille** de l'absence de l'élève par **tout moyen et le plus rapidement possible** en lui demandant de fournir le motif de l'absence.

Article R. 131-5 du Code de l'Éducation

Dialogue établissement/famille

Une **relation de confiance** est établie, **fondée sur le dialogue et l'échange**. L'objectif est de rechercher l'origine de l'absentéisme du jeune et de trouver des solutions pédagogiques éventuelles.

Dans le premier degré, ce dialogue s'établit entre le directeur d'école, l'enseignant et les parents, et au sein de l'équipe éducative.

[...]

Saisine du directeur académique des services de l'éducation nationale (DA-SEN)

Si les actions entreprises au niveau de l'établissement n'ont pas rétabli l'assiduité de l'élève et lorsque quatre demi-journées d'absences non justifiées ont été constatées, **le directeur d'école ou le chef d'établissement** transmet le dossier individuel d'absence au directeur académique des services de l'éducation nationale.

Article L. 131-8 du Code de l'Éducation

Article R. 131-7 du Code de l'Éducation

Au niveau du service départemental de l'éducation nationale : traiter et contrôler

Le directeur académique des services de l'éducation nationale complète l'action du directeur d'école ou du chef d'établissement. Dans le même esprit de **dialogue**, il réexamine le dossier de l'enfant. Il peut faire effectuer une **enquête sociale**.

Avertissement à la famille



Lorsque la situation le justifie, le directeur académique des services de l'éducation nationale adresse aux personnes responsables de l'enfant un avertissement, dans lequel il leur rappelle leurs obligations légales et les sanctions pénales auxquelles elles s'exposent. Il les informe des dispositifs d'accompagnement auxquels elles peuvent avoir recours dans le département.

Article L. 131-8 du Code de l'Éducation

Article R. 131-7 du Code de l'Éducation

Traitement de l'absentéisme persistant

Favoriser le dialogue avec les parents de l'élève dans une approche de coéducation

En cas de persistance du défaut d'assiduité, les nouvelles dispositions de l'article L.131-8 du Code de l'Éducation issues de la loi n° 2013-108 du 31 janvier 2013 mettent en place une procédure centrée sur l'établissement qui doit permettre de poursuivre un dialogue avec les personnes responsables de l'élève. Le directeur de l'établissement d'enseignement réunit les membres concernés de la communauté éducative afin de proposer aux personnes responsables de l'enfant une aide et un accompagnement adaptés et contractualisés avec celles-ci. Un personnel d'éducation référent est désigné pour suivre les mesures mises en œuvre au sein de l'établissement d'enseignement.

Article L. 131-8 du Code de l'Éducation

Saisine du procureur de la République

La mise en place d'une procédure de sanctions pénales constitue l'ultime recours pour mettre fin à une situation d'absentéisme persistant après épuisement de toutes les étapes de médiation. Le directeur académique des services de l'éducation nationale peut saisir le procureur de la République des faits constitutifs de l'infraction prévue à l'article R. 624-7 du code pénal qui juge des suites à donner et qui pourra, dans ce cadre, effectuer un rappel à la loi.

Article L. 131-9 du Code de l'Éducation

Article R. 624-7 du Code pénal

Au niveau académique : piloter, impulser et accompagner

Le recteur définit les orientations générales en matière de lutte contre l'absentéisme scolaire et veille à la cohérence des mesures prises au niveau départemental.

Axes d'action :

diffuser les bonnes pratiques,

proposer des outils de pilotage académique,

mettre en place un accompagnement particulier pour les collèges et les lycées où l'absentéisme est le plus fort, notamment pour les établissements des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Dans ces établissements, la mise en place de tableaux de bord relatifs à l'absentéisme permet de fixer les indicateurs et les résultats à atteindre qui sont repris nécessairement dans les contrats d'objectifs.

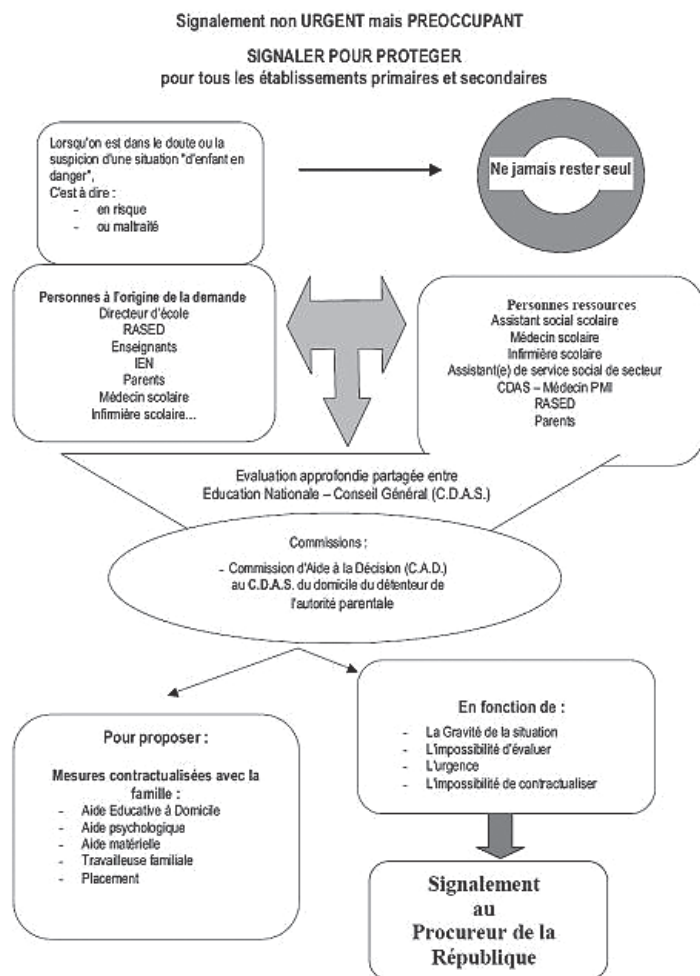
Conseil départemental de l'éducation nationale

Lorsque le conseil départemental de l'éducation nationale a institué en son sein une **section spécialisée**, celle-ci est saisie, pour avis, des mesures destinées à renforcer l'assiduité scolaire, et notamment des aides aux familles envisagées par le président du conseil général. Le maire, la caisse d'allocations familiales et le secteur associatif sont représentés. Des conventions partenariales de prévention et de lutte contre l'absentéisme favorisent l'intervention coordonnée des services.

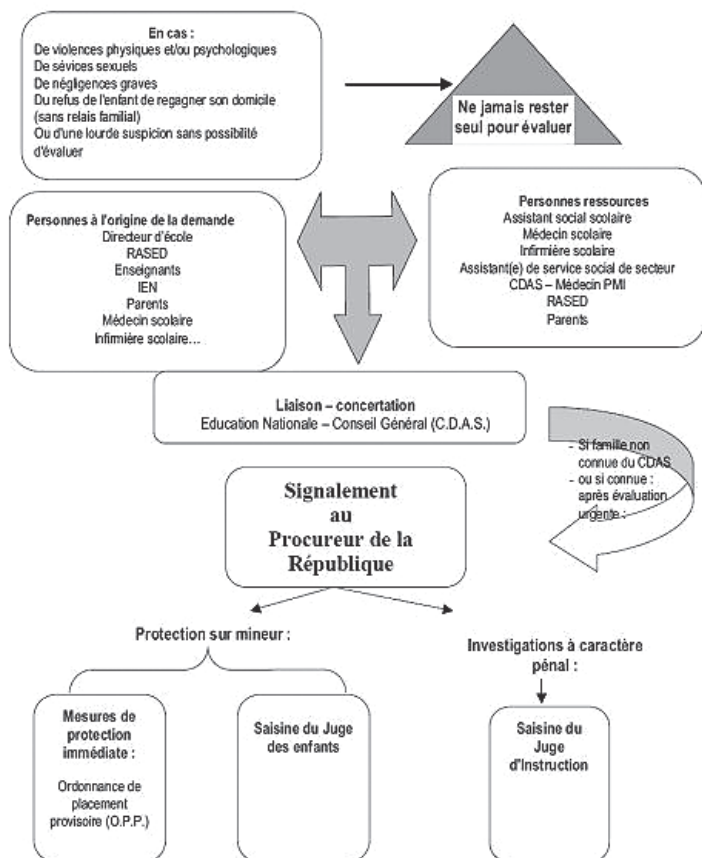
Article R. 235-11-1 du Code de l'Éducation

<http://eduscol.education.fr/cid46689/absenteisme-scolaire.html>

Document 2 Extraits de fiches guides d'Ille et Vilaine



Signalement URGENT d'ENFANT EN DANGER
SIGNALER POUR PROTEGER
pour tous les établissements primaires et secondaires



9

Sujet

Document 3 Une fiche de signalement d'incident ou délit en milieu scolaire

Signalement d'incident ou délit en milieu scolaire

Inspection Académique des Hautes Pyrénées

(voir notice explicative)

Etablissement concerné :

Adresse :

Tél. :

Date :

Heure :

Lieu des faits : ☐ au sein de l'établissement☐ à l'extérieur

Coordonnées du chef d'établissement :

Destinataires du fax : ☐ I.A. Obligatoirement pour information . Fax : 05.62.93.01.30☐ PARQUET : Tél. : 05.62.51.77.99 ou 05.62.51.77.00
Fax : 05.62.93.89.02

VICTIME : Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Classe fréquentée :

Nom, prénom, adresse du responsable légal :

NATURE DES FAITS : (nomenclature SIGNA)

Atteinte à la personne d'autrui :

☐ bizutage☐ violences physiques à caractère sexuel☐ violences physiques sans arme☐ racket ou tentative extorsion de fonds☐ violences physiques avec arme ou arme par destination

Atteinte à la sécurité :

☐ fausse alarme (incendie, bombe)☐ intrusion de personne étrangère à l'EPL☐ jet de pierres ou autre projectile☐ Port d'arme

Atteinte aux biens :

☐ Dommages aux locaux☐ Dommages aux matériels autres que de sécurité☐ Dommages aux véhicules☐ tags☐ dommages aux matériels de sécurité☐ dommages aux biens personnels autres que de véhicules☐ tentatives d'incendies☐ vols ou tentatives de vol

Type d'événements :

☐ Consommation de produits stupéfiants☐ Trafic divers autre que de produits stupéfiants☐ Trafic de produits stupéfiants

PERSONNE MISE EN CAUSE :

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Adresse :

Téléphone :

Appartient à l'établissement ☐ Oui☐ NonSUITES IMMEDIATES DONNEES : ☐ SAMU ☐ Pompiers ☐ Police ☐ Gendarmerie ☐ Autres

SUITES INTERNES A L'ETABLISSEMENT ENVISAGEES :

☐ Eviction temporaire

Nombre de jours :

☐ Conseil de discipline☐ Exclusion définitive☐ Autres

Description des faits et observations :

(Un rapport peut être joint).

➤ **Corrigé de l'exposé**

➤ **Corrigé de l'exposé**

• **Travail préalable**

1. Analyser le sujet

- Sujet avec un titre : signalements et alertes. Le sujet est donc assez ouvert et touche différents thèmes puisqu'on alerte et signale à différentes occasions.
- Des questions précises et explicites. La première revient à établir un panorama, un catalogue des différentes situations où l'équipe pédagogique doit alerter ou signaler. Cette question vise à vous faire expliciter comment on traite tel ou tel problème. La seconde question se positionne en amont : elle focalise sur la prévention. Il s'agit en fait de cerner que faire pour éviter les situations d'alerte ou de signalement. La troisième question propose un cas concret d'un élève qui se confie. Il revient au candidat à cerner à quel type de situation évoquée question 1 l'enseignant est confronté, et en se servant des éléments de réponse à la première question, de décrire quelles attitudes, réactions, gestes professionnels il doit mettre en œuvre.
- Trois textes de nature institutionnelle sont proposés. On comprend assez vite la logique du dossier : chaque texte se réfère à une situation d'alerte et de signalement : absentéisme (document 1), suspicion de maltraitance (document 2), incident ou délit en milieu scolaire (document 3). Les documents aident ainsi le candidat à construire sa réponse à la première question. Il doit veiller cependant à ne pas omettre des situations qui ne seraient pas abordées dans le corpus documentaire. Attention : le texte 3 fait référence à l'Inspection académique. Or l'organisation académique a changé. Il faudra le mentionner. Ces documents sont très factuels et descriptifs. Il suffit donc d'y puiser les éléments de réponse et il n'y a quasiment pas d'analyse ou d'interprétation à opérer.
- Au final ce sujet revient avant tout à restituer des connaissances acquises préalablement.

2. Analyser le dossier en lien avec les questions posées

Nous ne livrons pas, pour ce sujet l'analyse des textes. En effet il s'agit de documents qui décrivent des procédures et donnent des conseils. Il suffit donc d'extraire les informations au moment adéquat. Il faut puiser dans les trois textes successivement pour répondre à la première question. Le début du premier document peut initier la réponse à la deuxième question. La troisième question est en lien avec le deuxième texte.

3. Remobiliser ses connaissances pour clarifier les notions et compléter le propos

Faites un rapide état des lieux des mots clés complémentaires qui vous semblent important.

- Fiches utiles pour traiter ce sujet : 3, 18, 19, 20 et 22

- Définir : absentéisme, absentéisme grave, décrochage scolaire (voir fiche 18)
- Définir : santé à l'école, maladie, accidents et les conduites à tenir (voir fiche 19)
- Définir : incivilité, violence scolaires, délits, sanction, signalement (voir fiche 20)
- Vos exemples issus de vos observations et pratiques en école
- Instruction civique et morale en lien avec la prévention.
- Enseignement moral et civique qui sera dispensé à l'ensemble des élèves avec une progression construite du cours préparatoire à la classe terminale.
- Obligation de signalement versus devoir de réserve et de secret professionnel (voir fiche 8 § 3)
- L'affichage du numéro vert « 119 », anonyme et gratuit, est obligatoire dans toutes les écoles.
- Le 115 en cas d'accident ou de maladie
-

4. Structurer les axes de réponse

Question 1

La structurer selon les différentes situations : absentéisme ; maladie ou accident ; incivilité, violence ou délit en milieu scolaire ; suspicion de maltraitance. Pour chaque situation décrire dans leurs grandes lignes les procédures et les étapes telle que présentées dans les fiches de référence.

Question 2

Un première partie globale sur le rôle préventif de l'école en lien avec « les éducations à » et « l'instruction civique », puis reprendre chaque situation avec quelques exemples concrets. On n'attend pas un traitement exhaustif.

Question 3.

Une réponse chronologique est envisageable : que faire durant la confidence de l'enfant ? Quel lui répondre ? Puis quoi mettre en action une fois l'entretien achevé ?

- **Exposé du candidat**

Introduction

Accroche.

Le professeur des écoles a en charge les enfants de la Nation. A ce titre, l'institution lui délègue la responsabilité de transmettre des connaissances et d'éduquer tous les enfants quelles que soient leurs histoires personnelles mais aussi d'accueillir les enfants en leur garantissant les sécurités physique, morale, affective. Je rappelle que l'enfant est un mineur et que statut le place sous la responsabilité de l'adulte. En l'occurrence, la responsabilité de l'enseignant est engagée dès que l'élève franchit le portail de l'école et ce jusqu'au moment où il quitte l'enceinte scolaire.

Problématisation : faire apparaître la logique du sujet.

Comment gérer les situations où des élèves deviennent violents ? Où des élèves sont victimes de maltraitance ? Voire tout simplement victime de problèmes de santé ou d'un accident ?

(Une autre proposition de début d'introduction.

Les lois Ferry promulguées entre 1881 et 1886 ont instauré un service public d'éducation gratuit, laïque et obligatoire. Ceci a permis à tous les enfants de la Nation d'être instruits et éduqués au sein d'un même creuset permettant de donner corps à l'idéal d'égalité des chances. L'enfant est un mineur sous la responsabilité d'adultes, les parents, sauf cas particuliers. L'autorité parentale, ensemble de droits et de devoirs, a pour finalité l'intérêt de l'enfant. Parmi ces devoirs se trouve celui d'assurer une fréquentation assidue de l'école par l'enfant. L'enseignant, lui, vérifie cette assiduité. L'absentéisme scolaire est une préoccupation importante de l'institution qui oscille entre prévention par l'accompagnement des parents et répression. Autre devoir évident de la part des parents : traiter convenablement leur enfant. Ce dernier est protégé notamment par la convention internationale des droits de l'enfant, signée à l'ONU en 1989 par 192 pays. Le professeur des écoles se doit d'assurer les sécurités physique, morale, affective de l'enfant. Il est aux premières loges face aux problèmes familiaux ou autres que peuvent rencontrer des élèves et peut être témoin de fait troublants. Selon l'article 40 du code pénal, comme tout citoyen, il a devoir de signaler dès qu'il en a connaissance, la situation d'un enfant en danger ou en risque de le devenir.

Comment gérer l'absentéisme et les situations où l'intégrité physique, morale ou affective de l'enfant semble atteinte ?)

Suite l'introduction commune aux deux exemples.

C'est l'objet de ce dossier qui aborde toutes ces thématiques en questionnant les pratiques d'alerte et de signalement.

Les deux premières questions envisagent des moments chronologiquement différents.

Comment réagir quand le problème est survenu. Il s'agit donc de le traiter. C'est le sens de la première question qui me demande de préciser les différents motifs et les différentes procédures de signalements et d'alertes.

Comment agir en amont ? C'est le sens de la seconde question. Quelles actions de prévention l'école peut-elle mettre en œuvre ?

Enfin, à la lumière des réponses à ces deux questions, j'analyserai la situation concrète d'une suspicion de maltraitance qui m'est proposée dans la troisième question et j'indiquerai quelle attitude, quelles réponses et quelles actions doit fournir l'enseignant.

Réponse à la première question

Nous ne développons pas les éléments de procédures qui sont indiqués dans différentes fiches de cet ouvrage. Nous nous contentons de lister les cas et de renvoyer au document du sujet et à la fiche correspondante.

- En cas d'absentéisme : signalement aux parents, recueil justification, études des motifs invoqués et si motifs non recevable ouvrir le dialogue pour pallier à la situation → voir fiche 19 § 3 + document 1
- En cas d'absentéisme grave : procédure de signalement auprès du DASEN + reprise du dialogue + si nécessaire actions sociales, avertissement et saisine du procureur de la République → voir fiche 19 § 4 + document 1
- En cas d'accident ou de maladie : prévenir le directeur, alerter les parents et si nécessaire les secours, renseigner le registre prévu à cet effet + si accident grave contacter les secours et signaler au médecin scolaire et à l'IEN → voir fiche 19 § 3
- En cas d'incidents, de violence ou de délit : si incivilité « mineure » : punir et alerter les parents + si incivilité grave ou violence ou délit : procédure de signalement d'incident ou de délit en milieu scolaire + punition et/ou sanction → voir fiche 20 + document 3
- En cas de suspicion de maltraitance : signalement « enfance en danger » information préoccupante ou information grave ou urgente → voir fiche 22 § 3 + document 2

Réponse à la deuxième question

L'école se doit de réagir aux différentes situations mentionnées précédemment et de traiter les problèmes. Mais son rôle est avant tout préventif avec pour objectif de tout mettre en œuvre pour que ces situations ne surviennent pas. C'est le volet préventif. Cette prévention s'inscrit dans la formation du citoyen mais aussi dans le principe de co-éducation avec les parents et les autres partenaires.

Le cadre général, les principes fondamentaux.

L'enseignant doit en premier lieu être attentif à ses élèves. Il a un rôle de prévention très important dans les domaines de la santé mais aussi de la prévention face aux problèmes rencontrés par l'enfant et face aux comportements violents. Il doit, autant que peut se faire, mettre tout en œuvre pour éviter que des situations d'incivilité ne surgissent. Une formation à la gestion de groupe et des conflits peut l'armer à développer les bons réflexes, les gestes professionnels adéquats. L'enseignant doit être attentif à ses élèves. Savoir observer les comportements peut permettre d'éviter que les conflits ne surgissent. Savoir repérer des indices concomitants de maltraitance peut permettre d'agir avant qu'il ne soit trop tard. Souvent les incivilités ou violence perpétrées par des élèves traduisent leur mal être ou des situations difficiles.

L'enseignant a un rôle de prévention très important face aux problèmes rencontrés par l'enfant. Son rôle est d'être vigilant et de faire état de ce qu'il observe, entend, constate. Il est utile, alors, d'en discuter avec ses pairs, avec les autres membres de l'équipe éducative. Je pense notamment au conseil de cycle ou au conseil des maîtres.

L'école fait aussi acte de prévention par les enseignements qu'elle dispense. Au travers d'un cours d'histoire, de géographie, et bien sûr d'EPS et d'instruction civique on outille les élèves à prendre conscience qu'ils ont un corps à eux, une personnalité propre, que s'ils veulent qu'on les respecte ils se doivent de respecter les autres. Travailler le langage notamment l'oral peut les aider à résoudre les conflits par la verbalisation, la mise en mot, la confrontation par l'argumentation et non en acte. Il est important de les

informer concrètement : quels sont leurs devoirs, leurs droits, qui contacter en cas de problème... Dans une logique de métacognition, il est utile de leur faire prendre conscience du pourquoi a-t-on le droit ou non de faire telle ou telle chose, et pour les plus âgés du fonctionnement d'un groupe social, de notre société. Bref, il faut les outiller tant intellectuellement que pratiquement.

Des exemples concrets ciblés à choisir en fonction de votre vécu, de vos expériences. Il n'est pas utile de vouloir être exhaustif d'autant plus que la première question relevait déjà du catalogue. Si les membres du jury veulent aborder d'autre cas, ils le feront lors de l'entretien.

Pour poursuivre je vais aborder deux exemples précis de cette prévention.

Le premier concerne l'absentéisme. Le document 1 met en exergue la prévention de l'absentéisme. Il indique que des dispositifs d'analyse de l'absentéisme classe par classe, niveau par niveau sont mis en place afin de donner des outils à l'école. Ainsi c'est au conseil d'école de s'emparer de cette problématique. Si des problèmes sont constatés dans une école, elle peut, par exemple, axer une partie de son projet d'école sur la lutte contre l'absentéisme avec des journées de sensibilisation des élèves et des parents, des activités permettant d'établir des liens entre des familles considérées comme démissionnaire et l'école... Le document 1 insiste aussi sur l'information en amont. Il demande à ce que les parents prennent connaissance du règlement intérieur, que leur soient expliqués leurs devoirs de parents vis-à-vis de l'assiduité, l'importance pédagogique de cette assiduité, et les risque encourus.

Le second exemple plus axé sur le travail en classe avec des élèves concerne la prévention de la maltraitance et des violences. J'ai été amené à prendre connaissance d'outils pédagogiques à disposition d'un enseignant pour travailler avec ses élèves à propos de ces problèmes.

Nous citons un nombre important de références très précises. Bien évidemment on n'attend pas un catalogue aussi exhaustif et détaillé des candidats. Mentionner quelques exemples suffit.

Un film d'Olivier Riou, *Chasse gardée*, est destiné aux futurs enseignants afin de les aider à repérer une situation de maltraitance à enfants et à trouver la bonne réaction. Ici, il s'agit du cas fictionnel d'un petit garçon violenté par son père veuf. L'enseignante alerte les autorités judiciaires, le père la menace avec une arme de chasse.

Bernard Bétrémieux dans *Histoires d'en parler* aborde l'abus sexuel d'un enfant sur un autre enfant, d'un adulte sur des enfants, l'inceste, au travers d'histoires possibles, émouvantes, parfois drôles. *Juliette et l'inconnu* de J.-C Durand et D Garabédian est un reportage-fiction pour enfants de 8 à 12 ans qui permet une sensibilisation en vue d'une animation pédagogique sur la prévention des abus sexuels. La cassette a pour but de servir de support à un travail d'information auprès des enfants, et aussi à une réflexion entre adultes.

Différents livres sont aussi utilisables. Dans *A l'ombre du baobab*, des auteurs de bandes dessinées africains parlent d'éducation et de santé. Une série de planches dessinées par des auteurs africains aborde les problèmes des droits des enfants et des femmes en Afrique et notamment les thèmes des enfants soldats, des enfants de rues, de l'excision, du droit à l'éducation et à la santé, de la violence familiale et de la condition féminine.

De Dominique de Saint-Mars et Serge Bloch, *Le petit livre pour dire NON*, plein d'humour traite des situations parfois très graves qu'un enfant doit refuser, qu'on n'a pas le droit de lui faire subir. Comme c'est difficile de dire non, surtout à l'adulte, des dessins légendés aident l'enfant à prendre conscience qu'il ne doit pas avoir peur de dire non et qu'il n'est pas tout seul face à des problèmes comme la pédophilie, les coups, la mésestime des parents qui lui demandent de prendre parti, la cigarette offerte par un copain, la punition

scolaire injuste, le racket, le vol. Les mêmes auteurs ont publié un *petit livre pour dire non à la violence* dont l'objectif est de comprendre les origines de la violence et apprendre à y répondre par le respect et la parole.

Oralee Wachter et Marie Fougère ont écrit *N'hésite pas à le dire... si on essaie d'abuser de toi*. Cet ouvrage raconte 4 histoires destinées aux enfants et adolescents afin de leur apprendre à se protéger de gestes qu'ils ne comprennent pas toujours. Je peux aussi citer Stéphanie Monnier-Galloni, *Non ! Je ne veux pas ! ou comment parler des abus sexuels*. Cet album s'inscrit dans le cadre des dispositifs de prévention des abus sexuels dont sont victimes les jeunes enfants : par l'intermédiaire d'animaux (Piccolo, le petit chien jaune découvre que son oncle peut se transformer en monstre crocodile quand il se rapproche trop près de lui).

Le passage par la médiation de l'album peut être très intéressant notamment chez les plus jeunes. Ainsi ces outils permettent d'apprendre aux enfants à dire non.

Bien sûr, des activités du vivre ensemble et de l'instruction civique mais aussi d'EPS, de sciences contribuent elles aussi aux éducations à la santé, au respect des autres, de soi...et permettent de faire œuvre de prévention.

Transition.

Venons-en à la situation de l'élève qui se confie à l'enseignant.

Réponse à la troisième question

Pendant l'entretien entre l'élève et l'enseignant.

L'élève a demandé à se confier à l'enseignant. Celui-ci, selon un devoir de sécurité affective, veille à accepter cet entretien, à écouter et entendre l'élève. Il doit le sécuriser et l'aider à s'exprimer. Il est, en effet, très difficile pour un enfant maltraité de briser le silence et d'évoquer son vécu. L'enseignant doit éviter toute velléité d'interprétation, d'enquête. Ce n'est pas son travail, il n'est pas formé pour. Il doit permettre le dialogue et tout noter. L'enseignant doit parler à l'élève en aparté et veillant à garder la porte de la classe ouverte pour éviter d'éventuelles accusations.

Les faits qu'invoque l'élève sont graves, les violences sexuelles étant des crimes ou délits passibles de lourdes sanctions judiciaires aggravées par le fait qu'elles soient commises sur mineur et ceci tant au niveau de celui qui les commet que de ceux qui connaissent la situation sans intervenir.

Face à cette situation, l'enseignant se doit de signaler selon les procédures que j'ai indiquées au début de mon exposé. Je rappelle simplement que tout fonctionnaire qui dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit doit en aviser sans délai le Procureur de la République. (Art 40 du code de procédure pénale). Le professeur des écoles est particulièrement concerné comme c'est le cas ici. Il le fait via ses supérieurs hiérarchiques, l'IEN et le DASEN. La saisine du Procureur de la République se fait obligatoirement en lien avec le centre de ressources départemental des services académiques.

Que faire face à la demande de l'élève de ne rien dire ?

La position de l'enseignant est délicate. Il lui faut ne pas rompre la confiance que lui porte l'élève. Et pourtant, il ne peut accéder à sa demande de ne rien dire. Il lui faut expliquer à l'enfant que malgré sa demande de secret absolu il a besoin d'aide, et que pour cela l'enseignant devra briser le secret car cette situation ne peut être tolérée. Il doit insister sur le fait que si cet enfant est abusé il est victime et qu'il faut le protéger. Il doit lui expliquer qu'en tant qu'adulte et qu'enseignant il a obligation de signaler cette situation. Il doit lui expliquer que, par contre, le secret sera gardé vis-à-vis des camarades de classe, des autres enseignants et de toutes les autres personnes en lien avec l'école.

Après l'entretien.

Que devra faire l'enseignant de suite après l'entretien ?

L'enseignant doit communiquer aussitôt les faits au directeur. Tous les deux, ils remplissent un formulaire de signalement. L'évaluation de la situation peut se faire en concertation avec le médecin scolaire et/ou les services académiques compétents. Ce formulaire est transmis par le directeur d'école au Procureur de la République car il s'agit d'une information préoccupante à caractère sexuel avec notamment révélation d'abus. Les services académiques seront informés via l'IEN ou directement selon les procédures en vigueur. Dans certaines académies le directeur envoie directement aux services du Procureur, dans d'autres, la saisine du Procureur de la République se fait obligatoirement en lien avec le centre de ressources départemental des services académiques. Les signalements sont alors transmis sous le couvert du DASEN par les assistantes sociales conseillères techniques des services académiques.

Il faut se limiter au seul signalement des faits remarquables. Le signalement se borne à relater les faits. En aucun cas l'équipe ne doit rechercher la preuve des faits signalés, elle doit se contenter de transmettre ce qui a été vu ou entendu. En aucun cas il ne faut demander à l'enfant de répéter (au professeur ou au directeur par exemple) ce qu'il a dit. Il y a suspicion de sévices sexuels, il ne faut donc rien dire à la famille. Cela est vrai dans tous les cas, y compris lorsqu'il y a conviction que l'auteur des faits n'est pas un membre de la famille. Cette consigne est absolue. Seules les autorités judiciaires sont habilitées à informer la famille.

Lors de la reprise des classes il est impératif qu'il n'y ait aucun retentissement ni de traitement particulier de cet enfant.

De même, au sein de l'école l'enseignant respecte son devoir de secret professionnel et ne divulgue pas ce dont il a été témoin. Par contre, il pourra aborder ceci avec les professionnels de santé ou d'assistance sociale qui établiraient des contacts avec lui.

Conclusion

L'enseignant doit être attentif à ses élèves. Il a un rôle de prévention très important dans les domaines de la santé, de la civilité mais aussi de la prévention et la détection des problèmes rencontrés par l'enfant. Son rôle est d'être vigilant et le cas échéant de cerner des indices et, si nécessaire, d'alerter et de signaler.

Pour autant, il ne doit jamais se substituer aux professionnels. Pas plus qu'il ne diagnostique de pathologie (c'est un professionnel de santé qui diagnostique) il ne mène pas d'enquête de culpabilité (c'est la justice qui s'en charge). Il doit se considérer comme un des maillons du dispositif, aux premières loges puisqu'en contact direct des élèves, ce qui l'amène à interagir avec ses pairs, avec les membres de la communauté éducative avec les professionnels de l'enfance dans un esprit constructif mais en respectant ses obligations de réserve et de secret professionnel. C'est la coopération entre tous les rouages de la protection de l'enfant, de la santé, de la police, de la justice, des travailleurs sociaux, qui est garante du bon fonctionnement des procédures. Et souvent c'est au niveau de la coordination de toutes ces instances que le bât blesse. Quelques faits divers mettent en exergue certaines lenteurs, des inerties qui mettent parfois en péril la sécurité d'un enfant. Ce n'est pas facile d'interagir entre tant de partenaires.

De même n'oublions pas la mission préventive de l'école par l'éducation et l'instruction. Il est important de mener une réflexion avec les élèves sur l'obligation de scolarité, sur l'éducation à la santé et aux risques majeurs, et sur les violences subies par les enfants en général, sur le harcèlement, sur le respect des règles, sur le droit à son corps, le droit de dire non...pour leur apprendre à réagir à prendre leur destin en main, pour les aider à surmonter les problèmes, les dénoncer, les éviter.

Il est essentiel de développer dans les écoles et dans la société une attitude de respect fondamental de la personne et de ses droits, en particulier envers les enfants et les jeunes. Cette attitude de respect et de justice permet à l'enfant de développer une estime de soi, le respect des autres, le respect des règles, des institutions, de son environnement. Car l'école a une mission fondamentale de socialisation de la jeune génération.

➤ **Questions susceptibles d'être posées par le jury et éléments de réponse**

Une mère d'élève envoie la demande suivante à une enseignante. Elle lui demande de bien vouloir autoriser l'absence de son fils durant la semaine XX hors vacances scolaires. Elle précise que c'est le seul moment dont dispose son mari pour prendre ses congés, que les moments de se retrouver en famille sont rares car son métier est très prenant et que la famille prévoit d'aller au ski. Elle demande à l'enseignante d'avoir l'amabilité aussi de lui indiquer les devoirs à faire et les leçons à apprendre pendant cette période, de sorte que son fils ne prenne pas de retard et que ses parents puissent le faire travailler régulièrement. Que pensez-vous de cette situation ?

Dès lors que l'enfant est scolarisé, l'obligation scolaire impose que ses parents l'envoient en classe les jours scolaires. L'obligation d'assiduité scolaire s'applique aux enseignements obligatoires et facultatifs dès lors que l'élève s'y est inscrit.

De ce fait, toute absence doit être justifiée par les personnes responsables de l'enfant.

Les parents en écrivant ce courrier adressent une demande d'autorisation d'absence ce qui est à saluer. Dans ce cas précis, les parents manifestent le souci d'assurer une continuité pédagogique. Leur volonté affichée de vouloir faire travailler quotidiennement leur fils durant le séjour encourage à leur faire confiance. S'ils le font effectivement travailler, cela lui permettra de ne pas accumuler trop de retard. J'ajoute que personnellement je suis sensible à l'honnêteté de cette demande dans laquelle la famille expose clairement la situation. Elle aurait pu se comporter autrement en invoquant une excuse fictive.

Pour autant, légalement, ce motif n'est pas considéré comme légitime car il s'agit d'une semaine supplémentaire de vacances. Il peut être préjudiciable pour l'enfant de manquer cette semaine de travail scolaire. Qui plus est, cela pourrait créer un précédent fâcheux et inciter les parents à développer un usage consumériste de l'école. De nombreux parents pourront faire des demandes similaires. Comment alors les gérer et assurer un traitement équitable des différentes familles ? Le risque est d'amorcer une spirale des absences pour convenances personnelles.

En tout état de cause cette demande doit être transmise via le directeur d'école au DASEN qui est le seul habilité à trancher.

Peut-on autoriser une absence pour que l'enfant assiste à une fête religieuse ?

Oui, mais cela doit correspondre à une absence ponctuelle et la fête doit être répertoriée dans une liste des fêtes religieuses autorisées publiées chaque année par le ministère de l'Éducation nationale.

Qu'en est-il des absences à l'école maternelle qui n'est pas dans le périmètre de la scolarisation obligatoire ?

Selon le code de l'Éducation, tout élève âgé de 6 à 16 ans est soumis à l'obligation scolaire.

Mais une instruction peut être offerte avant l'âge des 6 ans, dans le cadre des classes de maternelle et après 16 ans. Ainsi, dès lors qu'un élève de moins de 6 ans est inscrit dans une école maternelle (ou de plus de 16 dans un lycée par exemple), l'obligation scolaire le contraint à l'assiduité.

L'obligation scolaire signifie-t-elle la fréquentation d'une école ?

Non. Les personnes responsables d'un enfant soumis à l'obligation scolaire doivent le faire inscrire dans un établissement d'enseignement public ou privé, ou bien déclarer au maire et au DASEN qu'elles lui feront donner l'instruction dans la famille. Les parents peuvent décider d'inscrire l'enfant à des cours par correspondance via le CNED (Centre National d'Enseignement à Distance) ou d'assurer eux-mêmes l'instruction des enfants avec déclaration préalable auprès du maire et du DASEN qui délivre alors une attestation d'instruction dans la famille.

Les enfants sont-ils alors « lâchés dans la nature » ?

Non, l'administration exerce un contrôle strict en envoyant régulièrement des inspecteurs vérifier la réalité d'un enseignement et si les enfants entrent réellement dans des apprentissages conformes à leur âge.

Quelle est le statut administratif du professeur des écoles ?

C'est un fonctionnaire dans un Service Public.

Quelles sont les prérogatives liées à ce statut ?

Des droits : liberté d'opinion, de penser, non-discrimination sexiste raciale, droit à une rémunération, à une couverture sociale, à une protection contre les menaces dans l'exercice de ses fonctions, droit de se syndiquer, de manifester, de grève...

Des devoirs : respect des lois de la République, des textes réglementaires, des valeurs liées à la laïcité, devoir de neutralité, de réserve, de secret professionnel, obligation d'obéissance hiérarchique...

Le directeur d'école est-il le supérieur hiérarchique du professeur des écoles ?

Non, c'est l'Inspecteur de l'Education Nationale (IEN)

L'état délègue au professeur des écoles des responsabilités. Lesquelles ?

Accueil des enfants en leur garantissant sécurité physique, morale, affective ; Transmission de connaissances fixée par l'institution ; Education des enfants dans le respect des valeurs de la République.

+ Responsabilité dans la gestion du matériel, les relations humaines (élèves, enseignants, parents, autres partenaires)

Que signifie pour vous ce mot responsabilité ?

Le responsable est celui qui répond d'un autre, celui dont il se porte garant. La responsabilité engage un tiers. Plusieurs dimensions. Responsabilité juridique : justiciable d'une loi, sanctionnée par le droit et donc institutionnalisée et socialisée ; responsabilité morale : justiciable eut égard à son éthique personnelle (je me sens responsable de) et donc liée à sa propre conscience. La dernière forme relève de l'investigation philosophique.

Que se passe-t-il lorsque le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions est attaqué en justice ?

Il est couvert par l'Etat lorsqu'il est attaqué au civil. C'est l'Etat qui sera tenu pour responsable mais avec la possibilité de se retourner contre l'enseignant et de le sanctionner.

Quels sont les différents types de droits s'appliquant au professeur des écoles ?

Droit civil : réparer le dommage causé (couvert par l'institution dans l'exercice de sa fonction) ; Droit pénal : soumis aux lois de la République y compris au sein de l'école ; Droit administratif : soumis à la juridiction de l'administration.

Un enfant a manqué une journée de classe. L'absence n'avait pas été relevée. La responsabilité de l'enseignant est-elle engagée ?

L'enseignant doit vérifier les présences deux fois par jour et aviser la famille de l'absence de l'enfant qui n'a pas envoyé un bulletin d'absence. Le fait de ne pas le faire relève de la faute professionnelle et donc très clairement sa responsabilité est engagée.

Que peut-il se passer alors si les parents portent plainte ?

L'État se substitue au fonctionnaire vis-à-vis de la justice civile mais il peut ensuite se retourner contre lui en adoptant par exemple des sanctions disciplinaires.

Une discussion sur les missions du professeur des écoles, sur les valeurs, la laïcité peut s'en suivre... Voir sujet 4. On pourrait aussi embrayer sur les relations école – famille : voir sujet 1.

Venons-en aux situations de maltraitance.

Quels peuvent être les signaux d'alerte ? Comment reconnaître le danger ?

Voir fiche 22, partie 1.

Quel numéro d'urgence doit être affiché à l'école ?

L'affichage du numéro vert « 119 », anonyme et gratuit, est obligatoire dans toutes les écoles.

Pourquoi ne pas avoir directement contacté le procureur suite aux confidences de l'élève ?

Cette procédure est réservée aux cas d'exceptionnelle gravité, et si aucune de ces personnes n'a pu être jointe. C'est notamment le cas lorsque on est amené à craindre de rendre l'enfant à sa famille le soir. Il ne s'agit pas du père mais d'un oncle et la situation est grave mais ne relève pas des situations d'extrême urgence.

Vous indiquez que l'on ne doit pas avertir les parents en cas de suspicion de sévices sexuels. Et dans les autres cas ?

Pour les autres cas de maltraitance, il est toujours préférable d'informer la famille qu'un signalement est effectué. Toutefois, si un membre de la famille paraît violent, il est possible de ne pas l'informer. Cette précision devra figurer expressément dans le signalement.

Et si, finalement, il n'y a pas eu de violences sexuelles et que l'oncle se retourne contre l'enseignant. Que peut-il se passer ?

L'enseignant ne peut pas être inquiété. Le signalement est un devoir. L'oncle devrait prouver que l'enseignant a produit un signalement erroné dans le but de lui nuire.

Quels sont les éléments figurant dans un signalement ?

Les coordonnées du signalant, de l'élève, de sa famille.

L'exposé précis des faits (lieu, nature des faits, qui est en cause, description des informations obtenues...)

Dans quels cas précis la révélation des secrets acquis par un fonctionnaire lors de l'exercice de sa mission est-elle permise ?

Elle est permise dans plusieurs situations : pour prouver son innocence, lorsque la personne intéressée a donné son autorisation. Elle est aussi obligatoire pour dénonciation de crimes ou délits dont un fonctionnaire a connaissance dans l'exercice de ses fonctions, communication de renseignements, pièces et documents aux autorités de justice agissant en matière criminelle ou correctionnelle, témoignage en justice en matière criminelle ou correctionnelle (Art 109 du code de procédure pénale), communication au juge administratif saisi d'un recours contre un acte administratif ou au juge judiciaire saisi d'un litige des pièces et documents nécessaires au jugement de l'affaire.

Autre thématique : incivilités et violences à l'école.

Je vais vous présenter une autre situation concrète. Louis est élève de CE2. C'est un enfant qui est placé dans une famille d'accueil, le placement ne se passe pas très bien : Louis refuse toute autorité, aussi bien dans la famille qu'à l'école.

En classe, Louis a beaucoup de mal à se mettre au travail, il préfère dessiner ou lire, sans se cacher de la maîtresse. Lorsque celle-ci le sollicite pour qu'il se mette au travail, Louis a parfois des réactions violentes : refus de travailler, insultes

envers ses camarades, perturbations de la classe par des bruits ou cris. Un contrat a été mis en place depuis peu pour aider l'enfant à se maîtriser.

Un matin, la journée a mal débuté dans la famille : Louis a refusé de prendre le petit déjeuner, les parents ont essayé de le forcer ce qui a débouché sur une crise. Louis est arrivé à l'école énervé, a jeté son sac et a refusé de travailler. La famille d'accueil avait prévenu la maîtresse de ce qui s'était passé à la maison. L'enseignante le sollicite et l'encourage à se mettre au travail, sans résultat. Un enfant de la classe se met à crier : « Maîtresse, Louis s'est blessé avec une lame, il saigne ! ». L'enseignante interrompt la classe et constate que Louis saigne légèrement. Elle lui demande de lui donner la lame, Louis refuse, la maîtresse tente de la prendre. Finalement elle parvient à lui enlever. Louis jette ses affaires, se met à crier et à insulter. Il entre en crise et ne se maîtrise plus.

Comment l'enseignante aurait pu et peut-elle gérer cette situation ?

Je résume cette situation.

Le contexte est un enfant difficile qui a des problèmes avec l'autorité de la famille d'accueil et de l'enseignante. La maîtresse a mis en place un contrat pour aider Louis. Il apparaît implicitement que ses difficultés d'apprentissage ne sont pas dues à des problèmes de compréhension mais de mise au travail et que Louis vit une situation personnelle difficile. Il est arrivé à l'école suite à un conflit à la maison. A priori il y a de bonnes relations entre la famille et l'école puisque l'école a été prévenue de ce qui s'était passé à la maison.

Les faits se déroulent en 3 étapes :

- Étape 1 : Arrivée de l'élève en colère qui refuse de travailler.
- Étape 2 : Il se blesse
- Étape 3 : il entre en crise violente

Voilà comment il me semble cohérent de procéder et ceci par ordre de priorité :

- 1) Sécuriser Louis
- 2) Sécuriser les autres élèves

Ces deux actions sont des solutions à court terme

L'enseignante est déjà parvenue à récupérer la lame. Il lui faut tenter de calmer l'enfant en crise en essayant d'être suffisamment proche de lui pour éviter tout dérapage tout en rassurant les autres élèves. Il faut essayer de faire baisser la tension. Seule, elle aura certainement du mal à le faire. Elle peut envoyer un élève demander l'aide d'un collègue ou d'une EVS. Si Louis devient plus contrôlable, il me semble pertinent de l'isoler momentanément chez un collègue ou chez le directeur le temps qu'il se calme. Il faut donner la possibilité à l'élève de revenir dès qu'il s'est calmé. Pendant ce temps, la maîtresse pourra rassurer les autres élèves. Il est important qu'elle leur permette de verbaliser et qu'elle leur assure être là pour assurer leur sécurité. Si la crise demeure et que Louis est incontrôlable, on pourra envisager de faire sortir les autres élèves.

Puis il convient de :

- 3) Avertir le directeur, les parents
- 4) Solliciter les collègues et des partenaires extérieurs
- 5) Envisager un entretien et un recadrage de l'élève, mais plus tard

Il s'agit de solutions à moyen et long terme

Ce cas est délicat et nécessitera une parfaite coopération école, familles d'accueil et partenaires extérieurs (RASED, psychologues, services sociaux) car il faudra tenir compte de la situation particulière de Louis. Il s'agit d'un enfant difficile en souffrance et il faudrait se renseigner auprès de la famille sur le parcours de cet enfant : est-il aussi violent à l'extérieur de l'école, la famille d'accueil bénéficie-t-elle d'aide (AEMO,

assistante sociale) ? Bref, il faut trouver avec la famille des stratégies pour aider Louis.

Néanmoins il faudra aussi envisager un rappel à l'ordre car on ne peut tolérer un tel comportement voire une sanction mesurée. Lors de la reprise des classes, il est impératif qu'il n'y ait pas de stigmatisation inutile de cet enfant mais il faut que les camarades de Louis soient rassurés. Je pense qu'il serait préférable que le directeur et l'enseignante aient un entretien avec Louis lui rappelant à la fois leur souci de l'aider mais qu'on ne peut, même si on sait qu'il vit des moments difficiles, tolérer de violences verbales et physiques à l'école. Pour que Louis prenne conscience de la gravité de ses actes, il faudrait peut-être envisager une punition constructive qui ne l'écrase pas et ne l'amène pas à un rejet encore plus important de l'institution.

J'avoue ne pas savoir s'il est nécessaire de procéder à un signalement pour incident grave ou violence dans ce cas précis d'où l'importance d'aborder cet incident avec les collègues et le directeur.

Pourriez-vous essayer de nous classer les actes d'indiscipline en grandes catégories.

- 1) Souci de se dégager de l'emprise scolaire : l'indiscipline a une fonction d'évitement et de retrait. Exemple : Se soustraire, se retirer, échapper au travail scolaire parce qu'il est jugé pénible, fastidieux, insignifiant, inintéressant ou tout simplement trop difficile.
- 2) Souci d'empêcher partiellement ou totalement le déroulement normal du cours : elle a une fonction d'obstruction. Exemple : On conteste systématiquement, les propos, les consignes, les règles du jeu et les règles de la communication, on trouble le cours pour ensuite atteindre le professeur dans sa fonction, dans son rôle, dans son statut et parfois dans sa personne (exceptionnel dans les petites classes de l'institution scolaire).
- 3) Contestation des règles du jeu et des modalités de travail : elle a une fonction d'imposition et vise à renégocier de nouvelles règles du jeu. Exemple : Il s'agit non pas de contester pour contester mais de dénoncer un contrat implicite qui s'est instauré dans la classe sans le consentement des principaux intéressés. [Extrait du PASS Foucher, Système éducatif 2014]

Vous envisagez une punition constructive. Pouvez-vous préciser ?

Voir fiche 20, partie 3.

...